



Co.G.

Le maire de la ville d'AUBIERE,

ARRETE
PORTANT REGLEMENT DE LA CIRCULATION
ANNULE ET REMPLACE LE PRECEDENT ARRETE

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police du stationnement et de la circulation du Maire ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et complété ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et complété ;

Vu la demande de l'entreprise CHARPENTES ET TOITS ;

Considérant qu'en raison des travaux de réfection de la toiture exécutés par l'entreprise CHARPENTES ET TOITS pour le compte de Madame ACTIS, il y a lieu de réglementer le stationnement par mesure de sécurité publique.

ARRETE

ARTICLE I – Deux places de stationnement sont neutralisées rue Paul Bert (au droit du n°3) et dans le cas de stationnement gênant une mise en fourrière sera immédiate (Vu les articles R 417-10 et suivants du Code de la Route) du lundi 9 mars 2026 au vendredi 3 avril 2026 inclus.

ARTICLE II – Pendant cette période, l'accès des propriétés est assuré et l'entreprise doit réaliser une protection efficace pour la sécurité des usagers.

ARTICLE III – La signalisation est mise en place de façon très apparente, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux ou de la manifestation. Elle est conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

ARTICLE IV – Le présent arrêté fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur dans la commune d'AUBIERE.

ARTICLE V – Monsieur le maire, l'entreprise, la personne chargée des travaux ou le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE VI – L'occupation du domaine public fait l'objet d'une taxation conformément aux dispositions de la délibération n°60062022 du 24/06/22 portant sur la tarification de l'occupation du domaine public pour travaux et chantiers.

Aubière, le 25 mars 2026,

Le Maire,

Sylvain CASILDAS

Affichage le : 27/03/26

Détail de la taxation :

Déménagement		
Nombre de jours	Nombre de places de stationnement neutralisées (ou équivalent)	Droits à Payer
		€

Travaux							
	Droits fixes	Durée (en jours)	Durée (en semaines)	Nombre de places de stationnement neutralisées	Emprise du chantier (en m²)	Dispositifs publicitaires	Droits à payer
Demande		26	4	2			
Taxes	20,00 €			260,00 €			280,00 €